

Nouvelles vidéos sur le site de Rés'OGM Info :

<http://www.resogm.org/spip.php?article162>

Vidéo : **La plante : comment valoriser ses potentialités pour une agriculture réellement durable ?** par Lilian Ceballos

<http://www.resogm.org/spip.php?article161>

Vidéo de la Conférence sur la **relation Homme-Nature**, ou La nécessité de changer de paradigme, de Frédéric Jacquemart. GIET.

Actualités liées aux OGM et à l'agriculture en France

Philippe Martin, Conseil général du Gers : "13 pôles d'excellence ruraux dans le département."

le 31.05.2011

<http://www.objectifnews.com/politique/conseil-general-gers-philippe-martin-gaz-schistes-ogm-poles-excellence-31052011>

Philippe Martin, le président du conseil général du Gers, répond aux questions d'Objectif News sur le maïs OGM, les pôles d'excellence rurale et les récentes controverses sur l'exploitation du gaz de schiste.

Vous demandez au gouvernement de refuser les importations et les mises en marché en France des maïs OGM autorisées par la Commission européenne ? Pensez-vous être entendu ?

Même si je me félicite que 13 régions françaises se soient jointes à la procédure que nous avons engagée devant la Cour de Justice de l'Union Européenne pour faire annuler les autorisations d'importation et de mise en marché de six variétés de maïs OGM accordées par la Commission Européenne le 28 juillet 2010, je savais par avance que ce nouveau combat était déséquilibré et incertain. Aussi n'ai-je pas été surpris de voir la CJUE juger irrecevable notre requête, au motif que le Département du Gers ne serait pas « individuellement concerné ». Et pourtant il l'est. Mais force est de constater que les collectivités territoriales sont dans l'impossibilité de se voir reconnaître un droit de recours vis à vis du juge européen, ce qui constitue à mes yeux une faiblesse des institutions européennes.

En réalité, la Cour n'a pas jugé le fond mais la forme, nous suggérant avec insistance de nous retourner vers le Gouvernement français. C'est ce que nous avons fait. Le 9 mai dernier j'ai écrit à Nathalie Kosciusko-Morizet, ministre de l'Ecologie et du Développement durable, pour lui demander de ne pas autoriser la mise en œuvre des décisions de la Commission européenne relatives à la commercialisation et à l'importation des maïs OGM sur l'ensemble du territoire national. Faute d'une réponse favorable de sa part, ou en l'absence de réponse, j'irai à nouveau devant le Conseil d'Etat – qui nous a déjà donné une fois raison dans ce dossier – pour qu'il saisisse, par la voie d'une « question préjudicielle », la CJUE afin que celle-ci se prononce enfin sur le fond, c'est à dire en fin de compte sur un principe de précaution qui n'est pas respecté et qui peut mettre en péril, dans le Gers, les efforts et les aides publiques que nous apportons, par exemple, à l'agriculture biologique.

Le Gers compte de nombreux Pôle d'Excellence Rurale. Des projets importants pour le département ? C'est une satisfaction et une reconnaissance bien sûr. Ces nombreux labels viennent démontrer la vitalité du Gers, son désir d'innover et de se développer. Ils témoignent aussi de l'intelligence et la pertinence des hommes et des femmes qui conçoivent et portent ces projets. Eco-construction, aéronautique, sport automobile ou cycliste, filières de productions agricoles en tous genres, démographie médicale, tourisme, tous ces PER que le Conseil Général soutient et encourage constituent autant de ressources potentielles pour son développement économique.
(...)

Propos recueillis par Emmanuelle Durand-Rodriguez

Les pommes de terre de la discorde

Mis en ligne le 31/05/2011

La destruction d'un champ de pommes de terre OGM fait débat. L'Université de Gand va en justice. Groen! prend ses distances.

L'Université de Gand a annoncé ce lundi son intention d'entamer des démarches judiciaires contre les 250 activistes du "Field Liberation Movement" (FLM) qui ont participé à la mise à sac d'un champ de pommes de terre génétiquement modifiées ce dimanche à Wetteren. *"Il s'agit de la destruction d'un travail scientifique de plusieurs années et la recherche des doctorants sera sérieusement perturbée"*, a-t-elle souligné dans un communiqué.

Les militants de ce "mouvement de libération des champs" avaient annoncé leur action visant à détruire le champ où une plantation expérimentale est en cours. Ils voulaient transformer ce champ de pommes de terre OGM en un champ de pommes de terre normales.

L'Université de Gand dit *"faire grand cas"* de la destruction de ce champ expérimental, pour qui cette action est une atteinte à la liberté d'entreprendre des recherches scientifiques. L'université appelle tous les scientifiques à adopter une position commune face à ce genre de comportement qu'elle juge *"non constructif"* et *"illégitime"*. De son côté, la KULeuven a annoncé qu'elle allait prendre des mesures contre une de ses chercheuses qui avait défendu l'opération du FLM. Dans un communiqué, ce dernier a légitimé cette destruction par le risque de voir les champs de pommes de terre destinées à la consommation humaine qui se trouvent dans l'environnement de la parcelle OGM contaminés par l'intermédiaire des insectes pollinisateurs.

Réagissant à ces événements, l'eurodéputé Bart Staes (Groen!) a jugé, en son nom personnel, que cette action était *"une forme de lutte démocratique"*. Une vision qui ne fait visiblement pas l'unanimité au sein de son parti. Dans un communiqué, le président des Verts flamands, Wouter Van Besien, a ainsi pris ses distances avec ces propos, en condamnant fermement la destruction de ce champ expérimental.

Le débat sur les modifications génétiques est nécessaire, mais de telles actions rendent toute discussion constructive impossible, a affirmé le patron de Groen! Son parti, a-t-il ajouté, a trois préoccupations dans le débat sur ce dossier sensible : la dépendance des agriculteurs vis-à-vis d'une poignée de multinationales qui détiennent presque tous les brevets; l'information insuffisante du consommateur qui n'est pas toujours au courant d'avoir acheté un produit OGM et le principe de précaution.

Parlant d'un jour noir pour la science, la sénatrice Marleen Temmerman (SP.A ex-Agalev) s'est pour sa part dite choquée par la destruction du champ. Elle a également souligné que le monde scientifique demandait depuis des années davantage de débat sur ce dossier, mais que les opposants le refusaient. S'en prenant à l'eurodéputé Bart Staes, Marleen Temmerman a jugé que l'on ne pouvait tolérer le hooliganisme comme moyen de lutte démocratique.

Par ailleurs, le député flamand Open VLD Marino Keulen a qualifié l'action d'*"acte d'écofondamentaliste"* qui doit faire l'objet de poursuites et être jugé. Si M. Keulen estime que les préoccupations au sujet des éventuels effets pervers des substances génétiquement modifiées sont justifiées, il appartient à la science de les étudier, comme c'est le cas à Wetteren, a-t-il souligné.

Enfin, le ministre-président flamand, Kris Peeters (CD&V) a déclaré que les auteurs des faits seront poursuivis pour association de malfaiteurs et que la culture expérimentale de pommes OGM sera poursuivie. (D'après Belga) Lire le débat en pp. 52-53.

Les revendications des faucheurs de pommes de terres :

<http://fieldliberation.files.wordpress.com/2011/05/dossierpatates-28may2.pdf>

Les activistes anti-ogm visent maintenant les peupliers

<http://www.7sur7.be/7s7/fr/2765/Environnement/article/detail/1272253/2011/05/31/Les-activistes-anti-ogm-visent-maintenant-les-peupliers.dhtml>

Les membres de l'organisation "Field Liberation Movement" (FLM), qui a partiellement détruit dimanche un champ de pommes de terre génétiquement modifiées en Flandre, veulent désormais s'attaquer au premier bois de peupliers génétiquement modifiés, écrit mardi De Standaard.

Le projet est développé par l'institut flamand de biotechnologie (VIB), qui s'attelle dès lors à trouver des moyens de le protéger. Les arbres sont présents depuis un an et demi à Zwijnaarde. Selon le VIB, ces peupliers pourraient être utilisés pour la production de biocarburants, comme le bioéthanol.

Le VIB a planté plusieurs centaines de ces arbres en 2009. Ces derniers ont été coupés pour la première fois l'année dernière. Et la production de bioéthanol à partir de ces arbres s'est révélée 81% plus élevée que pour des peupliers normaux. Ce bois de peupliers est le seul en son genre en Belgique. (belga)

31/05/11 12h06

Partenaire financier : **Rhône-Alpes** Région

Pour vous abonner, envoyer un mail vide à actu-subscribe@resogm.org 2/3

<http://www.infogm.org/spip.php?article4831>

BELGIQUE - DES CHERCHEURS SANCTIONNES POUR AVOIR CRITIQUE LES OGM

par [Christophe NOISETTE](#) , juin 2011

Inf'OGM vient de l'apprendre : l'université de Leuven a décidé de sanctionner une de ses chercheuses, qui a pris part à la journée de désobéissance civile non-violente, contre le champ de pommes de terre GM de Wetteren. Puis, deux autres chercheurs de la même université, qui ont exprimé dans la presse belge des doutes ou des craintes vis-à-vis des OGM, sont également menacés de sanctions. Ces trois chercheurs ont été entendus par les autorités académiques et assument leur soutien au principe de la manifestation. La nature des sanctions annoncées n'est pas encore connue.

Face à cette tentative d'intimidation, les réactions se sont multipliées, notamment [vis-à-vis du rectorat](#) et une dizaine de chercheurs de différentes universités viennent de publier une lettre ouverte dans laquelle ils revendiquent avoir pris part à la manifestation contre l'essai en champ de pommes de terre transgéniques.

Actualités liées à l'agriculture dans le Monde

SIGNEZ L'APPEL DE DAKAR CONTRE LES ACCAPAREMENTS DE TERRES !!

Lors du Forum Social Mondial de Dakar, au Sénégal, en février 2011, plusieurs mouvements sociaux et organisations ont publié un appel collectif contre les accaparements de terres. Quelque 150 organisations l'ont déjà signé. /Si votre organisation souhaite également signer cet appel, merci de le faire avant le 15 juin 2011./

L'Appel de Dakar ainsi que les noms des organisations qui le soutiennent sera présenté durant les mobilisations contre le G20-Agriculture à Paris les 22 et 23 juin prochains.

Lisez et signez la pétition en ligne:

FR: <http://www.petitiononline.com/accapar/petition.html>

Du côté des alternatives :

Les bureaux seront fermés du 4 juillet au 28 août inclus.

Association Rés'OGM Info

58 rue Raulin 69007 LYON

Si vous souhaitez passer nous voir, merci de nous contacter par avance. Nos bureaux de Lyon ne sont pas ouverts tous les jours.

04 78 42 95 37 www.resogm.org resogminfo@free.fr

Newsletter réalisée par Marie-Aude Cornu, animatrice coordinatrice régionale